

## Intervention à la CA de l'UD élargie aux militants des syndicats



**Camarades,**

Je ne peux commencer mon propos sans commencer par évoquer l'assassinat de cet enseignant vendredi dans un lycée à Arras, 3 ans après celui de Samuel Paty. Deux autres personnels (un professeur et un agent technique) ont été gravement blessés. La fédération de l'enseignement (la FNEC FP FO) a adressé ses sincères condoléances et tout son soutien aux familles, aux proches, aux personnels et aux élèves de l'établissement dont elle partage l'effroi. Notre Union Départementale s'associe pleinement à l'hommage qui lui est rendu. Elle partage également le communiqué dont je vous lis un extrait :

*« Cet évènement tragique souligne une nouvelle fois la nécessité de protéger, autrement que par des discours, l'Ecole publique et ses personnels qui mettent leur vie au service du droit à l'instruction des élèves. Trois ans après le meurtre de Samuel Paty, comment se fait-il que l'on puisse entrer dans un lycée avec une arme ? Comment se fait-il que l'on puisse tuer un professeur de l'enseignement public, blesser des personnels ? Comment se fait-il que le ministre Jean-Michel Blanquer se soit opposé pendant 8 mois après l'assassinat de Samuel Paty à ce que le Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de travail (CHSCT) se réunisse dans l'académie de Versailles pour mener l'enquête prévue dans les prérogatives de cette instance ? L'Ecole publique doit être une enceinte protégée. Pour cela il faut les postes statutaires nécessaires et arrêter d'en supprimer. »*

Oui, la Fneec FP-FO (ma fédération) a raison : l'école publique doit être une enceinte protégée. C'est le cas également de tous les services publics. Je lisais vendredi le communiqué de notre syndicat des

médecins hospitaliers Force Ouvrière, rédigé en commun avec le syndicat National des Médecins Remplaçants des Hôpitaux. Je cite un extrait de ce communiqué intitulé « Hasard et nécessité » :

- 1. Une enfant de 6 mois décède à Carhaix à la porte du commissariat de police après avoir été refusée aux urgences fermées malgré son état de dyspnée.*
- 2. Un citoyen Allemand meurt dans sa voiture devant les urgences de Saint Tropez fermées.*
- 3. Une femme enceinte perd son enfant et passe tout près de la mort à Bordeaux quatre jours après la mise en place de la régulation des urgences de l'hôpital Pellegrin.*
- 4. Un homme décède sur table pour une fracture de l'extrémité supérieure du fémur après 8 jours d'attente par défaut d'accès au bloc opératoire au CHU de Grenoble-Voirion.*

*Il ne s'agit pas de faits divers qui s'accumulent sur une courte période. Il n'y a pas de Hasard. Il s'agit du résultat d'une politique criminelle de fermeture de l'accès aux soins et de rupture de la permanence des soins parachevée dans la dernière période par les dispositions de la loi Rist. La population ne s'y trompe pas, qui manifeste massivement à Bagnères de Bigorre, Langres, Ancenis, Carhaix. Elle n'espère pas notre passivité. »*

Et le communiqué se termine par cette exigence de mettre un terme aux restrictions budgétaires à l'hôpital. J'en profite pour remercier tous les militants qui ont participé au rassemblement à Ancenis début septembre pour sauver la maternité. Nous étions 150 de Force Ouvrière et nous avons obtenu dans l'action commune le maintien de la maternité et c'est clairement à mettre au crédit de la mobilisation. Bravo mes camarades !

### **Mes camarades,**

Je ne peux pas ne pas évoquer la situation internationale. Après l'Ukraine, il y a maintenant ce conflit effroyable qui touche Israël et la Palestine. Il y a une semaine, 48 heures après l'attaque meurtrière du Hamas et la prise d'otages, le bureau de l'Union Départementale publiait un communiqué. Sans aucune concertation entre nous, la confédération sortait également un communiqué qui va exactement dans le même sens. Je vous lis le communiqué de l'UD car il est plus que jamais d'actualité :

*« Israël – Palestine : il faut un cessez-le-feu immédiat ! L'Union départementale Cgt-FORCE OUVRIERE de Loire-Atlantique condamne l'escalade de violences au Proche-Orient et réaffirme son soutien et sa solidarité à l'égard de la population, des travailleurs palestiniens et israéliens, et de leurs syndicats. Comme citoyen chacun peut avoir son opinion et avoir la possibilité de la défendre comme il l'entend. Des hommes et des femmes sans armes sont abattus, des escouades d'avions bombardent en continu des civils. Voilà qui, dramatiquement, confirme la position traditionnelle de notre Confédération dans toutes les guerres et les conflits armés en ce moment au Moyen Orient, en Ukraine ou ailleurs : ce sont les travailleurs, les jeunes, les populations qui sont les principales victimes. C'est pourquoi l'Union départementale Cgt-FORCE OUVRIERE de Loire-Atlantique soutient et approuve toutes les voix d'où qu'elles viennent qui demandent un cessez-le-feu immédiat. D'abord et avant tout pour protéger, sauver les travailleurs et les populations. Elle attire l'attention sur les réactions et les postures qui viseraient à utiliser ces drames humains à des fins partisans, pendant que des hommes et des femmes meurent.*

Vous aurez compris que nous visions là en particulier les déclarations de certains membres du gouvernement qui portent peu de considération aux vies humaines quelles qu'elles soient et qui préfèrent utiliser ce drame humain pour régler leurs problèmes politiques intérieurs. Certains chefs d'Etat et responsables politiques en France sont montés au créneau dans les heures qui ont suivi pour dire : « Israël a le droit de se défendre », justifiant l'attaque sanglante sur Gaza qui tue jusqu'aux enfants palestiniens, sans compter le terrible blocus qui jette dans l'effroi des centaines de milliers de

palestiniens qui fuient à travers les rues dévastées de la ville de Gaza. Plus de 1300 bâtiments ont été complètement détruits. Et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu assure que les frappes en cours n'étaient que « le début ».

Camarades,

Le gouvernement israélien a clairement indiqué son intention de décimer ceux qu'il qualifie « d'animaux humains ». La rapporteuse spéciale des Nations Unies, Francesca Albanese, a alerté l'ONU sur un risque de « nettoyage ethnique » à Gaza et appelle à un cessez-le-feu. Depuis les déclarations pour arrêter le massacre des palestiniens se multiplient. L'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré que « *l'évacuation de 22 hôpitaux traitant plus de 2 000 patients dans le Nord de Gaza pourrait être l'équivalent d'une peine de mort.* ».

Alors, comme organisation syndicale, nous avons le devoir de nous exprimer, en restant bien entendu sur le terrain qui est le nôtre (nous sommes du côté des travailleurs). Nous sommes pour la paix et contre la guerre. C'est notre ADN ! Nous sommes du côté des travailleurs et pas des gouvernements : oui, il n'y a pas un signe « égal » entre le Hamas et le peuple palestinien et il n'y a pas non plus un signe égal entre Netanyahu et le peuple israélien. Pas plus qu'il y en a un entre Macron et nous !

Camarades,

Les manifestations pour appeler au cessez-le-feu se multiplient dans le monde. En France, elles sont interdites et même réprimées. Cela ne peut pas durer. Je vous propose donc d'envoyer, dès cet après-midi, un message aux responsables des autres organisations syndicales du département pour leur proposer d'organiser ensemble cette semaine un rassemblement pour un cessez-le-feu immédiat conformément au communiqué du bureau de l'UD du 9 octobre dernier. Je sais que de nombreuses personnalités et organisations se positionnent pour le cessez-le-feu et que face à l'horreur, l'arrêt des bombardements sur Gaza et la paix immédiate sont la seule issue pour les peuples.

La paix mes camarades : je rappelle que notre camarade Léon Jouhaux a été le premier militant ouvrier à recevoir le prix Nobel de la paix en 1951. Il a été secrétaire général de notre vieille Confédération Générale du Travail de 1909 à 1947. En 1941, arrêté par Vichy, livré à l'Allemagne nazie, il ne revient qu'en mai 1945 et fonde en 1948, il y a 75 ans notre Cgt-Force Ouvrière.

**Camarades,**

Laurent Narzic est intervenu tout à l'heure pour expliquer la situation des établissements de Mindin et nos revendications. Mindin, c'est 50 % des places d'accueil dans le département. 900 enfants et 1200 adultes handicapés ne sont pas pris en charge correctement dans le département. Non seulement, nous revendiquons le maintien de toutes les places d'accueil à Saint Brévin mais nous revendiquons également la création de nouvelles capacités d'accueil pour prendre en compte cette situation.

La commune de Saint Brévin avec Yannick Morez à sa tête, soutenu par toutes les communes du « sud estuaire », a décidé dès 2019 de mettre à disposition des terrains permettant une relocalisation complète des structures actuelles sur Saint Brévin même. Les représentants des familles et des agents se sont prononcés pour. Alors pour quelles raisons obscures mes camarades, l'ARS (c'est-à-dire le gouvernement) et le Conseil départemental s'entêtent-ils ? Les résidents sont totalement intégrés ici à Saint Brévin, dans un joli cadre, alors pourquoi vouloir les délocaliser ?



Nous avons envoyé (Laurent et moi-même) un courrier au directeur de l'ARS et au président du Conseil Départemental au mois de juillet dernier pour discuter et ils n'ont même pas pris la peine d'accuser réception.

La décision unilatérale et sans concertation d'éclater Mindin a été prise suite à un arrêté du préfet, en raison des risques de submersion du site et du danger pour les personnes vulnérables. Personne à l'ARS et au conseil départemental ne s'est dit : « *Mais alors, s'il y a danger, il faut immédiatement surélever la digue* ».

Et puis il y a eu enquête. Le commissaire-enquêteur a donné son feu vert pour que des travaux soient entrepris. Et la digue qui protège Mindin a été surélevée et renforcée (les travaux de plus d'un million d'euros sont en cours de finition). Le commissaire-enquêteur dans sa conclusion générale avant les travaux avait déclaré je cite : « *après travaux, les bâtiments existants n'auront plus besoin de mesures de réduction de la vulnérabilité ou de protection spécifique* ». Qu'en disent l'ARS et le Conseil Départemental ? Eh bien, rien ! Et ils continuent à s'entêter.

Alors camarades, quel est l'objectif du gouvernement et du Conseil départemental ? Le bien-être des résidents, de leur famille et des agents ? Permettez-moi d'en douter.

Nous savons qu'avec l'acte 2 de l'Ecole inclusive qui concerne les enfants handicapés, le gouvernement prévoit d'aller plus loin dans l'inclusion scolaire systématique en intégrant les établissements médico-sociaux dans les écoles et établissements scolaires et en réduisant les moyens humains. Il prévoit donc d'en finir ni plus ni moins avec les structures spécialisées, les établissements médico-sociaux pour enfants, jetant des milliers d'élèves et de familles dans le désarroi, plaçant tous les salariés en charge de la gestion de l'enfance dans des situations extrêmement compliquées et précaires et faisant craindre le pire pour l'avenir de toutes les structures spécialisées et adaptées.

Contre cette politique destructrice et pour le maintien de toutes les places à Saint Brévin, nous serons donc à 13h30 devant Mindin avec les agents et les familles. Nous faisons le serment que nous irons jusqu'au bout et que nous gagnerons ! Je propose par ailleurs qu'un camarade de Mindin participe aux côtés de nos camarades AESH à la conférence organisée par la Fnec FP FO contre l'acte 2 de l'école inclusive.

Un petit mot pour conclure sur Mindin. Il y a des élus courageux et parmi eux Yannick Morez. Il a jusqu'au bout défendu avec conviction la relocalisation complète des structures actuelles sur Saint Brévin. Victime d'une odieuse campagne, victime de l'incendie de sa maison et de ses voitures au sujet du centre d'accueil des demandeurs d'asile, il s'en est allé et nous lui avons adressé un message de soutien. De son côté l'Etat ne l'a pas épaulé ou si peu ! Dorothée Pacaud a pris la suite et a maintenu la position de son prédécesseur.

## **Camarades,**

Avant l'été et malgré la mobilisation de millions de salariés, Emmanuel Macron a décidé de promulguer sa loi sur les retraites et voler 2 ans de leur vie aux travailleurs. Les mesures prises cet été ou annoncées en cette rentrée, ne laissent aucune place au doute : Le président de la République veut poursuivre dans la même direction, abaisser le coût du travail et détruire nos droits et acquis.

Mais l'immense majorité des travailleurs rejette cette politique. Lors de la cérémonie d'ouverture de la coupe du monde de Rugby, Emmanuel Macron a été copieusement hué par le public présent. De ce point de vue, il n'y a aucun doute sur l'état d'esprit de la classe ouvrière, sur l'hostilité envers le

personnage et sa politique. Hostilité contre le personnage mais aussi contre tout ce système qui jette des millions de salariés, de retraités et de jeunes sur le carreau.

Les 500 plus grandes fortunes de France cumulent 1170 milliards d'euros de richesses. Cela représente 45% du PIB. En 2000, ce n'était que 10% de la richesses nationale. Dans le même temps, une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire. Un tiers des Français, étranglés par la hausse des prix déclarent ne plus manger à leur faim et le nombre de bénéficiaires des restos du cœur a bondi de 25% en un an. Entre août 2021 et août 2023, les prix à la consommation ont globalement grimpé de 10,5% en France. A titre d'exemple pour l'alimentation, c'est +11,2% en 1 an et + 20 % sur deux ans.

De tels chiffres donnent le tournis. Les salaires ne suivant pas l'inflation, les salaires réels dans le secteur privé ont reculé, notamment de 2,9% au seul deuxième trimestre 2022. C'est pire encore dans le secteur public après un gel du point d'indice pendant plus de cinq années. Des milliers de familles sont pris à la gorge. Alors que les salariés ont de plus en plus de mal à remplir le frigo, que l'essence est à 2€ ou plus, alors que l'électricité a augmenté de 10% le 1<sup>er</sup> août dernier (beaucoup plus depuis un an), le petit monarque invite 162 courtisans à une ripaille de luxe à Versailles en l'honneur du roi d'Angleterre et ce avant d'aller à la messe du pape à Marseille.

Camarades,

La situation est la suivante : 24,4% des personnes déclarent ne pas pouvoir se payer, pour des raisons financières, une semaine de vacances dans l'année. 30,4% déclarent ne pas pouvoir faire face à une dépense non prévue de 1 000 euros. 13,1% déclarent ne pas pouvoir dépenser une petite somme librement. 10% déclarent ne pas pouvoir se chauffer correctement. 9,6% déclarent ne pas pouvoir payer à temps les loyers et les factures. Les inscriptions au fichier de la Banque de France pour incidents de paiement ont bondi de 16% de janvier à juillet 2023. Fin 2022, un Français sur six déclarait ne pas pouvoir manger à sa faim. 8 millions de personnes recourent à l'aide alimentaire. 11 millions de concitoyens vivent dans la pauvreté. La rentrée étudiante marque aussi la reprise des interminables files d'attente devant les banques alimentaires. Dans la commune où je vis et celle d'à côté (Saint Jean de Boiseau et Le Pellerin), le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire du secours populaire a doublé pour passer en un an de 150 à 300 personnes.

C'est cela la situation mes camarades et il y a là une volonté d'affrontement dans tout cela. Le gouvernement ne cherche pas à discuter mais à imposer sa politique et c'est de ça qu'il faut partir. Il n'hésite pas à utiliser un arsenal répressif et autoritaire contre tous ceux qui cherchent à s'opposer à ses décisions. Il interdit même des rassemblements et manifestations pacifiques. Et cela constitue une menace pour la démocratie et l'existence même du syndicalisme libre et indépendant.

**Camarades,**

Au-delà de ce côté autoritaire et dans un même mouvement, le président de la République tente de neutraliser les organisations syndicales. Avec raison, la confédération a décidé de ne pas se rendre au conseil national de la refondation pour ne pas être instrumentalisée par un gouvernement qui ne répond à aucune de nos exigences.

Le président de la République, qui a de la suite dans les idées, a alors proposé la tenue d'une conférence sociale. Elle se tient en ce moment même. Le Comité Confédéral National décidé d'y participer et de présenter nos revendications. Les revendications vous les connaissez : ouverture de négociations pour l'augmentation des salaires, pensions, etc. au minimum au niveau de l'inflation.

Nous ne sommes pas dupes de ce qui ressortira de cette conférence. Macron cherche à nous mouiller et à « *s'acheter une conduite* » en prétendant engager un dialogue social, c'est une évidence. Il est rattrapé par l'accord Agirc-Arcco. Nous avons obtenu 4,9% d'augmentation au 1<sup>er</sup> novembre, la suppression du coefficient de solidarité (bonus-malus) de manière totale et pour tous ! Le malus sera supprimé à compter du 1er décembre 2023 pour nouveaux retraités. Je laisse bien entendu Patrick développer cet aspect. Mais ce qui est important, c'est que l'ensemble des OS et OP refusent la tentative de hold-up du gouvernement pour financer les petites retraites.

Un dernier mot sur la mobilisation. L'action commune sur la revendication sans ambiguïté de retrait de la réforme des retraites a été un puissant levier pour la mobilisation de janvier à mai. Elle n'a cependant pas permis de gagner. Fin février et face au mépris du gouvernement, notre confédération avait proposé d'élever le niveau de la mobilisation, en sortant des journées d'action isolées et en proposant la reconduction de la grève les 7, 8 et 9 mars. Cette proposition ne s'est pas imposée. En l'absence de blocage du pays par la grève, le président de la République, déterminé à aller jusqu'au bout, a pu louvoyer. C'est bien entendu une leçon pour l'avenir.

L'appel « unitaire » à une journée le 13 octobre, sans revendications précises et sans cibler le gouvernement, avait laissé bon nombre de militants dubitatifs. Nous y avons participé mais cette journée ne restera pas dans les annales. Cependant, il y a une certitude : il faudra bien autre chose que cette journée européenne pour mobiliser la classe ouvrière et gagner sur les revendications. A terme, le syndicalisme rassemblé sans revendications est un piège mortel pour le syndicalisme libre et indépendant. Afin de reprendre la main, le CCN a décidé d'organiser des meetings départementaux ou des assemblées de militants avec au centre la bagarre revendicative sur les salaires, les services publics, la protection sociale et les retraites.

Il s'agit de porter en toute indépendance nos revendications et de préparer les conditions du rapport de force pour gagner. C'est ce que nous faisons aujourd'hui. La question est maintenant de réfléchir à l'organisation de meetings publics dans certaines localités. La CE confédérale réfléchira également à la manière de centraliser cette campagne. En attendant mes camarades, continuons à faire vivre nos syndicats, négocions des augmentations de salaire et gagnons les élections professionnelles.

Vive la Confédération Générale du Travail Force-Ouvrière dont nous fêtons cette année les 75 ans !